

1982, chapitre 61

LOI MODIFIANT LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE

Projet de loi n° 86

présenté par M. Marc-André Bédard, ministre de la Justice

Première lecture le 22 juin 1982

Deuxième lecture le 6 décembre 1982

Troisième lecture le 18 décembre 1982

Sanctionné le 18 décembre 1982

Entrée en vigueur : par proclamation du Gouvernement

Lois modifiées:

Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12)

Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)

Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1)





CHAPITRE 61

Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne

[Sanctionnée le 18 décembre 1982]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q., c.
C-12, titre
du chap. I
et a. 1.
remp.

1. La Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q. chapitre C-12) est modifiée par le remplacement du titre du chapitre I de la partie I et de l'article 1 par ce qui suit:

«CHAPITRE I

«LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX

Droit à la
vie.

1. Tout être humain a droit à la vie, ainsi qu'à la sûreté, à l'intégrité et à la liberté de sa personne.

Personnalité
juridique.

Il possède également la personnalité juridique.».

L.R.Q., c.
C-12, a.
9.1, et int.
aj.

2. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 9, de ce qui suit:

Exercice
des liber-
tés et droits
fondamen-
taux.

9.1 Les libertés et droits fondamentaux s'exercent dans le respect des valeurs démocratiques, de l'ordre public et du bien-être général des citoyens du Québec.

Rôle de la
loi.

La loi peut, à cet égard, en fixer la portée et en aménager l'exercice.

«CHAPITRE I.1

«DROIT À L'ÉGALITÉ DANS LA RECONNAISSANCE ET L'EXERCICE DES DROITS ET LIBERTÉS».

L.R.Q., c.
C-12, a.
10, mod.

3. L'article 10 de cette charte est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Discrimina-
tion
interdite.

« **10.** Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou d'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap. ».

L.R.Q., c.
C-12, a.
10.1, aj.

4. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 10, du suivant:

Harcèle-
ment
interdit.

« **10.1** Nul ne doit harceler une personne en raison de l'un des motifs visés dans l'article 10. ».

L.R.Q., c.
C-12, aa.
18.1, 18.2,
aj.

5. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 18, des suivants:

Renseigne-
ments rela-
tifs à un
emploi.

« **18.1** Nul ne peut, dans un formulaire de demande d'emploi ou lors d'une entrevue relative à un emploi, requérir d'une personne des renseignements sur les motifs visés dans l'article 10 sauf si ces renseignements sont utiles à l'application de l'article 20 ou à l'application d'un programme d'accès à l'égalité existant au moment de la demande.

Culpabilité
à une
infraction.

« **18.2** Nul ne peut congédier, refuser d'embaucher ou autrement pénaliser dans le cadre de son emploi une personne du seul fait qu'elle a été reconnue coupable ou s'est avouée coupable d'une infraction pénale ou criminelle, si cette infraction n'a aucun lien avec l'emploi ou si cette personne en a obtenu le pardon. ».

L.R.Q., c.
C-12, a.
20, mod.

6. L'article 20 de cette charte est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « exigées de bonne foi pour » par les mots « requises par »; et

2° par l'addition de l'alinéa suivant:

Distinction
ou préfé-
rence répu-
tées non
discrimina-
toires.

« De même, dans les contrats d'assurance ou de rente, les régimes d'avantages sociaux, de retraite, de rente ou d'assurance ou dans les régimes universels de rente ou d'assurance, est réputée non discriminatoire une distinction, exclusion ou préférence fondée sur des facteurs de détermination de risque ou des données actuarielles fixés par règlement. ».

L.R.Q., c.
C-12, a.
24.1, aj.

7. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 24, du suivant:

Abus
interdits.

«**24.1** Nul ne peut faire l'objet de saisies, perquisitions ou fouilles abusives.».

L.R.Q., c.
C-12, a.
28.1, aj.

8. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 28, du suivant:

Informa-
tion à
l'accusé.

«**28.1** Tout accusé a le droit d'être promptement informé de l'infraction particulière qu'on lui reproche.».

L.R.Q., c.
C-12, a.
29, mod.

9. L'article 29 de cette charte est modifié:

1° par le remplacement des mots « aux services » par les mots « à l'assistance »;

2° par l'addition, à la fin, de ce qui suit: « Elle doit être promptement informée de ces droits. ».

L.R.Q., c.
C-12, a.
30, remp.
Comparu-
tion.

10. L'article 30 de cette charte est remplacé par le suivant:

«**30.** Toute personne arrêtée ou détenue doit être promptement conduite devant le tribunal compétent ou relâchée.».

L.R.Q., c.
C-12, a.
32.1, aj.

11. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 32, du suivant:

Délai
raisonnable.

«**32.1** Tout accusé a le droit d'être jugé dans un délai raisonnable.».

L.R.Q., c.
C-12, a.
33.1, aj.

12. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 33, du suivant:

Témoi-
gnage
interdit.

«**33.1** Nul accusé ne peut être contraint de témoigner contre lui-même lors de son procès.».

L.R.Q., c.
C-12, a.
36, remp.
Assistance
d'un inter-
prète.

13. L'article 36 de cette charte est remplacé par le suivant:

«**36.** Tout accusé a le droit d'être assisté gratuitement d'un interprète s'il ne comprend pas la langue employée à l'audience ou s'il est atteint de surdité.».

L.R.Q., c.
C-12, aa.
37.1, 37.2,
aj.

14. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 37, des suivants:

Chose
jugée.

«**37.1** Une personne ne peut être jugée de nouveau pour une infraction dont elle a été acquittée ou dont elle a été déclarée coupable en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée.

Peine
moins
sévère.

«**37.2** Un accusé a droit à la peine la moins sévère lorsque la peine prévue pour l'infraction a été modifiée entre la perpétration de l'infraction et le prononcé de la sentence.».

L.R.Q., c.
C-12, a.
38, remp.
Protection
de la loi.

15. L'article 38 de cette charte est remplacé par le suivant:

«**38.** Aucun témoignage devant un tribunal ne peut servir à incriminer son auteur, sauf le cas de poursuites pour parjure ou pour témoignages contradictoires.».

L.R.Q., c.
C-12, a.
52, remp.
Dérogation
interdite.

16. L'article 52 de cette charte est remplacé par le suivant:

«**52.** Aucune disposition d'une loi, même postérieure à la Charte, ne peut déroger aux articles 1 à 38, sauf dans la mesure prévue par ces articles, à moins que cette loi n'énonce expressément que cette disposition s'applique malgré la Charte.».

L.R.Q., c.
C-12, a.
67, mod.

17. L'article 67 de cette charte est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) procéder à l'analyse des lois du Québec qui pourraient être contraires à la Charte et faire au gouvernement les recommandations appropriées;».

L.R.Q., c.
C-12, a.
70.1, aj.

18. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 70, du suivant:

Suspension
de la
prescription.

«**70.1** Une demande d'enquête, à compter du moment où elle est adressée à la Commission, suspend la prescription de tout recours civil visant le même objet pour une durée d'une année ou jusqu'à ce que la Commission ait avisé le requérant dans les cas prévus par l'article 79 ou lui ait transmis le résultat de son enquête conformément à l'article 82, selon le moindre de ces délais.».

L.R.Q., c.
C-12, aa.
83.1, 83.2,
aj.

19. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 83, des suivants:

Représail-
les inter-
dites.

«**83.1** Nul ne peut tenter d'exercer ou exercer des représailles contre une personne, un groupe de personnes ou un organisme qui a, de bonne foi, fait une demande d'enquête, rendu témoignage ou autrement pris part à une enquête entreprise par ou pour la Commission.

Représail-
les inter-
dites.

Il en est ainsi également à l'égard d'une personne pour qui une enquête a été demandée sans son consentement en vertu du deuxième alinéa de l'article 70.

Injonction.

«**83.2** La Commission peut, avec le consentement écrit de la victime ou de l'organisme qui a fait une demande d'enquête au nom

d'autrui en vertu du deuxième alinéa de l'article 70, s'adresser au tribunal en vue d'obtenir une injonction contre la personne qui contrevient au premier alinéa de l'article 83.1.

Ordonnance.

Le juge peut alors ordonner toute mesure appropriée y compris la réintégration, à la date qu'il estime équitable et opportune dans les circonstances, de la personne lésée, dans le poste qu'elle aurait occupé s'il n'y avait pas eu contravention. ».

L.R.Q., c.
C-12, a.
84, remp.

Recours
personnel
de la
victime.

20. L'article 84 de cette charte est remplacé par le suivant:

« **84.** La victime peut, si elle le préfère, exercer personnellement les recours prévus par les articles 83 ou 83.2. Lorsque ces recours ont été exercés par la Commission en première instance, la victime peut elle-même se pourvoir en appel. Elle peut, également, en tout état de cause, joindre sa demande à celle de la Commission. Dans ces cas, la Commission doit lui permettre de prendre connaissance de son dossier.

Pourvoi en
appel.

Lorsque la victime a joint sa demande à celle de la Commission, celle-ci ne peut se pourvoir seule en appel qu'avec le consentement écrit de la victime. ».

L.R.Q., c.
C-12, aa.
86.1 à
86.10, aj.

21. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 86, des parties suivantes:

«PARTIE III

«LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ

Accès à
l'égalité.

«**86.1** Un programme d'accès à l'égalité a pour objet de corriger la situation de personnes faisant partie de groupes victimes de discrimination dans l'emploi, ainsi que dans les secteurs de l'éducation ou de la santé et dans tout autre service ordinairement offert au public.

Programme
non discrimi-
natoire.

Un tel programme est réputé non discriminatoire s'il est établi conformément à la Charte.

Approba-
tion.

«**86.2** Tout programme d'accès à l'égalité doit être approuvé par la Commission à moins qu'il ne soit imposé par le tribunal.

Assistance.

La Commission, lorsqu'elle en est requise, doit prêter son assistance à l'élaboration d'un tel programme.

Recom-
manda-
tions.

«**86.3** La Commission peut, après enquête, si elle constate une situation de discrimination prévue par l'article 86.1, recommander l'implantation, dans un délai qu'elle fixe, d'un programme d'accès à l'égalité.

Recours au tribunal.

La Commission peut, lorsque sa recommandation n'a pas été suivie, s'adresser au tribunal et, sur preuve d'une situation visée dans l'article 86.1, obtenir dans le délai fixé par le tribunal l'élaboration et l'implantation d'un programme. Le programme ainsi élaboré est déposé devant le tribunal qui peut, en conformité avec la Charte, y apporter les modifications qu'il juge adéquates.

Surveillance.

«**86.4** La Commission surveille l'application des programmes d'accès à l'égalité. Elle peut effectuer des enquêtes et exiger des rapports.

Retrait de l'approbation.

«**86.5** Lorsque la Commission constate qu'un programme d'accès à l'égalité n'est pas implanté ou n'est pas observé, elle peut, s'il s'agit d'un programme qu'elle a approuvé, retirer son approbation ou, s'il s'agit d'un programme dont elle a recommandé l'implantation, s'adresser au tribunal conformément au deuxième alinéa de l'article 86.3.

Faits nouveaux.

«**86.6** Un programme visé dans l'article 86.3 peut être modifié, reporté ou annulé si des faits nouveaux le justifient.

Accord écrit.

Lorsque la Commission et la personne requise d'implanter le programme s'entendent, l'accord modifiant, reportant ou annulant le programme d'accès à l'égalité est constaté par écrit.

Désaccord.

En cas de désaccord, l'une ou l'autre peut s'adresser au tribunal afin qu'il décide si les faits nouveaux justifient la modification, le report ou l'annulation du programme.

Modification.

Toute modification doit être établie en conformité avec la Charte.

Exigences du gouvernement.

«**86.7** Le gouvernement doit exiger de ses ministères et organismes l'implantation de programmes d'accès à l'égalité dans le délai qu'il fixe.

Dispositions inapplicables.

Les articles 86.2 à 86.6 ne s'appliquent pas aux programmes visés dans le présent article. Ceux-ci doivent toutefois faire l'objet d'une consultation auprès de la Commission avant d'être implantés.

«PARTIE IV

«RÉGLEMENTATION

Réglementation.

«**86.8** Le gouvernement peut, par règlement:

a) déterminer les données actuarielles et les facteurs de détermination de risque qui ne constituent pas de la discrimination dans les contrats d'assurance ou de rente, les régimes d'avantages sociaux, de retraite, de rente ou d'assurance ou dans les régimes universels de rente ou d'assurance, établir dans quels cas et selon quel type

de contrat ou de régime ces données et facteurs sont réputés non discriminatoires et prévoir, aux fins de ces contrats et régimes, toute disposition incidente à l'application du principe de non discrimination et les règles relatives à la notion de conjoint;

b) fixer les critères, normes, barèmes, conditions ou modalités concernant l'élaboration, l'implantation ou l'application de programmes d'accès à l'égalité, en établir les limites et déterminer toute mesure nécessaire ou utile à ces fins.

Publication
du projet
de
règlement.

« **86.9** Le gouvernement, après consultation de la Commission, publie le projet de règlement à la *Gazette officielle du Québec* avec un avis indiquant le délai après lequel ce projet sera déposé devant la Commission parlementaire élue de la justice et indiquant qu'il pourra être adopté après l'expiration des trente jours suivant le dépôt du rapport de cette commission devant l'Assemblée nationale du Québec.

Publication
du projet
de règle-
ment
modifié.

Le gouvernement peut, par la suite, modifier le projet de règlement. Il doit alors, dans ce cas, publier le projet modifié à la *Gazette officielle du Québec* avec un avis indiquant qu'il sera adopté sans modification à l'expiration des trente jours suivant cette publication.

Entrée en
vigueur.

« **86.10** Un règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est indiquée. ».

L.R.Q., c.
C-12, par-
tie III,
renuméro-
tée V.

22. La partie III de cette charte est renumérotée V.

L.R.Q., c.
C-12, a.
87, mod.

23. L'article 87 de cette Charte est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) quiconque contrevient aux articles 10 à 19 et 83.1; »;

2° par le suppression des paragraphes *d* et *e*.

L.R.Q., c.
C-12, a.
89, remp.
Poursuite
pénale.

24. L'article 89 de cette charte est remplacé par le suivant:

« **89.** Une poursuite pénale en vertu de la présente loi est intentée par la Commission, par le Procureur général ou par la personne qu'il autorise à cette fin. ».

L.R.Q., c.
C-12, a.
90, ab.

25. L'article 90 de cette charte est abrogé.

L.R.Q., c.
E-20.1, a.
72.1, aj.

26. La Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 72, du suivant:

Dispositions applicables.

« **72.1** Les articles 63 à 63.3 s'appliquent malgré la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12). ».

L.R.Q., c. F-3.1, a. 68.1, ab.

27. L'article 68.1 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1), édicté par l'article 100 du chapitre 32 des lois de 1982, est abrogé.

Conformité des contrats et régimes avec la Charte.

28. Un contrat d'assurance ou de rente, un régime d'avantages sociaux, de retraite, de rente ou d'assurance ou un régime universel de rente ou d'assurance qui, lors de l'entrée en vigueur d'un règlement adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 86.8 de la Charte des droits et libertés de la personne, n'est pas conforme à cette charte et, le cas échéant, à ce règlement doit être modifié pour le devenir dès son renouvellement ou dans les deux ans de l'entrée en vigueur de ce règlement suivant l'événement le plus rapproché.

Prolongation de délai.

Toutefois, s'il s'agit d'un régime ou d'un contrat qui a été négocié dans le cadre d'une convention collective de travail, le délai se prolonge jusqu'au renouvellement de cette convention.

Modifications législatives et réglementaires.

29. Le gouvernement doit préparer les modifications législatives et réglementaires requises pour la mise en application du principe de non discrimination dans les contrats d'assurance ou de rente, les régimes d'avantages sociaux, de retraite, de rente ou d'assurance et les régimes universels de rente et d'assurance et, s'il y a lieu, les exemptions nécessaires, dans un délai de deux ans de l'entrée en vigueur d'un règlement visé dans le paragraphe *a* de l'article 86.8 de la Charte des droits et libertés de la personne.

Présomption.

30. Un programme d'accès à l'égalité existant lors de l'entrée en vigueur de la présente loi qui doit être présenté pour approbation à la Commission des droits de la personne est présumé non discriminatoire jusqu'à ce que la Commission se soit prononcée sur la demande d'approbation.

Sommes requises.

31. Les sommes requises pour l'application de la présente loi au cours des années financières 1982-1983 et 1983-1984 sont prises sur le fonds consolidé du revenu.

Effet d'exception.

32. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des Lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en vigueur des articles 20 et 25.

33. Le deuxième alinéa de l'article 20 de la Charte des droits et libertés de la personne, édicté par l'article 6 de la présente loi, et l'article 25 de la présente loi entreront en vigueur le jour de l'entrée en vigueur d'un règlement visé dans le paragraphe *a* de l'article 86.8 de la Charte des droits et libertés de la personne.

Entrée en
vigueur de
l'article 16
et effet de
l'article 52.

34. L'article 16 de la présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement et l'article 52 de la Charte des droits et libertés de la personne, édicté par cet article 16, prendra effet à cette date en ce qui concerne la préséance des articles 1 à 8 de cette charte sur les lois postérieures à cette date.

Préséance
de certains
articles et
effet de
l'article 52.

En ce qui concerne la préséance des articles 1 à 8 sur les lois antérieures à la date fixée par la proclamation visée dans le premier alinéa et la préséance des articles 9 à 38 sur les lois antérieures au 27 juin 1975, l'article 52 aura effet à compter de la date fixée par une autre proclamation du gouvernement ou au plus tard le 1er janvier 1986.

Préséance
de certains
articles et
effet de
l'article 52.

Toutefois, en ce qui concerne la préséance des articles 9 à 38 sur les lois postérieures au 27 juin 1975, l'article 52 a effet depuis cette dernière date.

Entrée en
vigueur.

35. Sous réserve des articles 33 et 34, la présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreranno en vigueur à toutes dates ultérieures fixées par proclamation du gouvernement.